

## **Collectif Refus de la Politique de la Peur**

### **Compte-rendu réunion de travail du 13 février 2010**

Tenue à la bourse du travail à Paris, la réunion de travail du 13 février a été marquée par le nombre important d'excusés et le petit nombre de présents.

Nous avons donc travaillé en produisant 2 types d'idées :

❶ Une adresse aux candidats aux élections régionales et aux citoyens qui est mise à votre disposition en pièce jointe pour lecture, diffusion et action en direction directe des candidats.

❷ Un projet d'initiative nationale « transversale » auquel nous cherchons à vous convaincre par les réflexions qui suivent :

En décembre 2008, nous avons publié dans le journal *Le Monde* une tribune porte-parole d'un « **Nous refusons la politique de la peur** » collectif. Nous avons d'emblée élargi la protestation à l'annonce d'une volonté présidentielle sécuritaire instrumentalisant la psychiatrie, à la mise en place d'une société de surveillance et de l'association dénonciatrice de toutes les luttes contre les lois liberticides et la casse des droits sociaux et des services publics.

Ce processus de politique de la peur ne cesse de se poursuivre tant au plan des projets de lois et agissements politiques (Besson, Hortefeux, Alliot Marie, Bachelot, Sarkozy, etc.), qu'au plan des pratiques policières et de l'administration.

Face à cette politique, 2 types de riposte : un cadre politique et syndical unitaire (grandes manifestations de janvier à mars 2009, lutte contre la loi HPST, votation contre la réforme de la poste) ; les mobilisations soutenues menées par les collectifs dans chaque domaine de lutte ouvert par l'offensive tout azimut du pouvoir ; chaque département, chaque région a vu surgir des collectifs à l'initiative de militants locaux, qui ne parviennent pas à une centralité.

La politique de la peur hante chacun des domaines de lutte, mais ne s'impose pas non plus comme lutte centrale ; la campagne des régionales en témoigne, alors que l'inquiétude augmente de voir les collectivités territoriales soumises à une restructuration néolibérale.

Nous renouvelons l'idée de construire un cadre commun, durable d'information et d'échanges des actions en cours, de relais amplificateurs et unitaires, de débats sur les attendus théoriques qui les animent sans quelles soient soumises aux diktat d'un appareil ou d'un maître à penser.

Nous appelons aussi les porte-parole issus de l'action tant syndicale, associative, politique, des collectifs spécifiques, des comités locaux à rejoindre ceux de l'université, de la recherche, de l'éducation et de la santé, à faire fructifier leurs actions, leurs expériences, leurs élaborations, à se rassembler autour d'une grande initiative dans le refus de la politique de la peur, la défense des droits fondamentaux et des services publics. Un peu plus d'un an après le pamphlet « Nous refusons la politique de la peur », nous devons nous proposer de lancer un nouveau pamphlet collectif bâti sur une recherche de renouvellement de l'action démocratique et d'aboutissants contre l'insécurité sociale, de manifeste pour les droits et libertés.

Nous proposons que chacun (collectif, association, organisation ou personne) se prononce sur ces 2 initiatives, participe à leur donner contenu et à leur développement. Il s'agit de se donner du temps pour la réalisation et des rencontres préparatoires diverses.

Nous vous proposons de conclure en nous retrouvant **LE SAMEDI 27 MARS DE 14 HEURES A 18 HEURES, BOURSE DU TRAVAIL A PARIS.**